

Groupe de Travail « impacts sur la biodiversité » services de l'état / bureaux
d'études / organismes de recherche

Evolution récente aux Etats Unis : rationalisation ou facilitation des mesures compensatoires ?



20/11/2013 DREAL LR - Service Nature / BTM

Concepts théoriques de la compensation, en aménagement 1/3

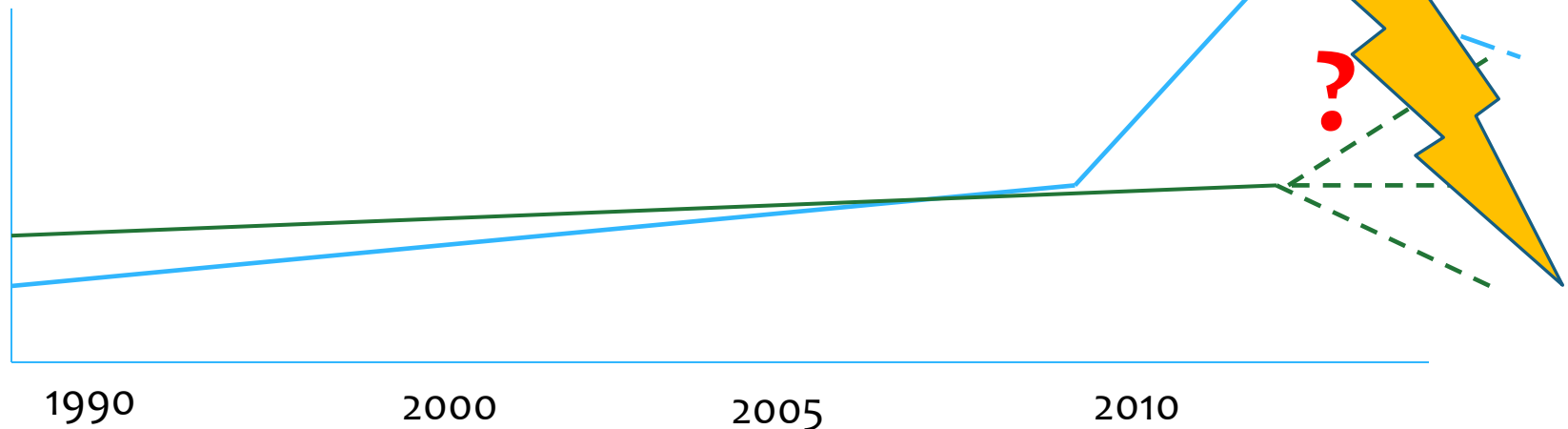
- * **Objectifs d'équité** à la fois environnementale et sociale des territoires et d'acceptabilité (Gobert, 2010)
- * **Déclinaison large de mesures** : mesures compensatoires (*stricto sensu*), taxes, mesures d'accompagnement, emplois **ET divergent également par leur nature** : actions en faveur de l'environnement, monétaires, financement de biens publics...

Cadres et moyens de la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire

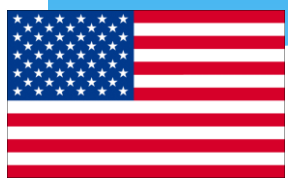
- * Accélération des normes et des cadres institutionnels : Lois Grenelle II (EIE, LEMA + N2000), LRE, DCE, DCSMM, volets environnementaux des SCOT, PLU, TVB, SRCE...

- * ... peu de croissance des moyens financiers et humains

Quel futur?



Exemples des USA face à une situation similaire



- * **Un cadre réglementaire et des principes de gestion de l'environnement similaires à la France :** NEPA 1969, CWA 1975, section 404 révisée en 2008 (Hough et Robertson, 2009)
- * Années 1990 (années « Bush » père 1989 – 93 et fils 2001 – 09), baisse des financements publics env. et « libéralisation » de l'aménagement
- * **Emergence de principes clés :** « pollueur/payeur », du « no loss », vers « no net loss » (ERC), « subsidiarité public / privé » pour les coûts de gestion de la nature



Quels outils ont émergés? Exemple de la politique environnemental de la compensation environnementale aux USA

- * **Bilan du système EIE** : mesures compensatoires des impacts sur les écosystèmes aquatiques inefficaces depuis leur lancement dans les années 80 (National Research Council, 2001 ; Government Accountability Office, 2005, National Legal Council, 2006) .
- * **Raisons (Hough et Robertson, 2009) :**
 - 1 - **Difficultés, de la part de l'USACE**, de refuser des permis aux développeurs, y compris lorsque les mesures compensatoires proposées étaient insatisfaisantes : **manque d'expertise, de méthodes, de moyens.**

Ex. : 0,25 % des demandes d'autorisation refusées par l'USACE entre 2004 et 2005.

Trois audits et un coup de tonnerre ! la compensation ne garantissait rien...

2 L'absence de lignes claires quant à la manière dont :

- la **notion de compensation** devait être entendue,
- sur **les principes** qui devaient en **guider leur identification** (proximité par rapport au site impacté, méthodes d'équivalences écologiques, banque d'expériences ante...)
- sur les **procédures** à suivre pour **réaliser ces mesures de compensation**

=> Conclusion : la question de la compensation était ainsi passée d'un statut d'obligation réglementaire à une simple recommandation (Moreno et al., 2012)



Révision de la section 404 en 2008

2008 USACE et l'USEPA améliorent le **cadre réglementaire des mesures compensatoires** (Strand, 2009).

Nouveautés principales :

- Augmenter l'exigence des autorisations réglementaires données aux développeurs et **contrôler les banques de compensation de manière sérieuse**, externalisée et contractuelle;
- Pas de directives mais **proposer une régulation effective** ;
- Développer et proposer un **référentiel d'équivalence écologique** identique ;
- **Pas « imposer » des mesures compensatoires au cas par cas / site par site** mais réfléchir à l'échelle de bassins versants ;
- Plus d'autorisations ad-hoc mais **imposer un suivi**;
- **impliquant un « domino » d'autorisations justifiées** ;



**US Army Corps
of Engineers®**

Création des banques de compensation aux USA

La compensation US = 3 mécanismes institutionnels (Pioch, 2010 ; Levrel et al., 2012, Vaissière et al., 2013) :

- 1 - **Permittee responsible mitigation** : le bénéficiaire du permis = responsabilité de la réussite de l'action de compensation + justifier de l'efficacité de son action.
- 2 - **Mitigation bank** : banque de compensation mène des actions d'amélioration, de restauration, de création ou de préservation sur une zone, **responsable de la réussite**.
- 3 - **In lieu fee mitigation** : banque de compensation via un "sponsor" public ou une ONG.

« permittee » => ~2/3 des mesures compensatoires

les banques de compensation => ~25 % des cas et selon les Etats jusqu'à 90%.

Volumes à compenser > pour les « mitigation bank » que pour les « permittee ».

Mécanisme évolutif aux Etats-Unis

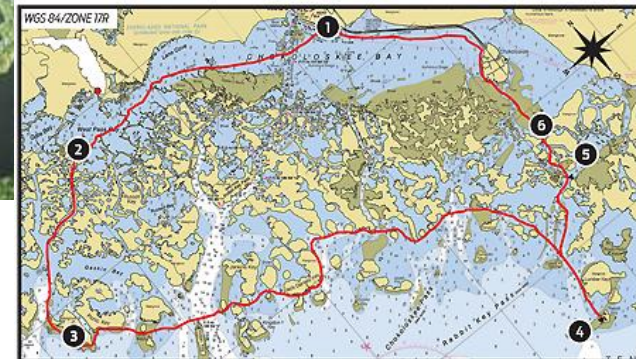
Etats-Unis

- * Loi fédérale de 2008: « **soft preference** » pour les banques de compensation
- * Marché global de la biodiversité: rapporte **2.0 à 3.4 milliards de \$** et plus de **15 257 ha par an** (Madsen 2011)
- * Mitigation banking en croissance :
0 en 92, 50 banques en 1996, 150 en 1999, 350 en 2005, **1 792 en 2013**
=> **580 625 Acres** conservées (232 kha)

Ratios des modes de compensation pour le District de la Floride de 2011-2012 :

- 49 % Mitigation banking
- 49% Permittee
- 2 % In Lieu fee

Source: USACE ORM data (private) and RIBITS in Birnie 2013



Principe d'une banque de compensation

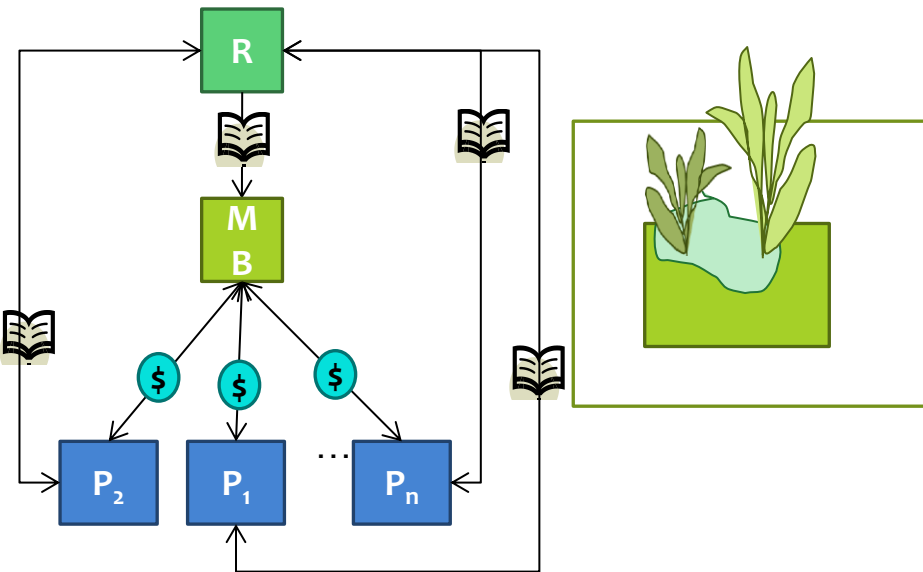
Séquence ERC

Eviter

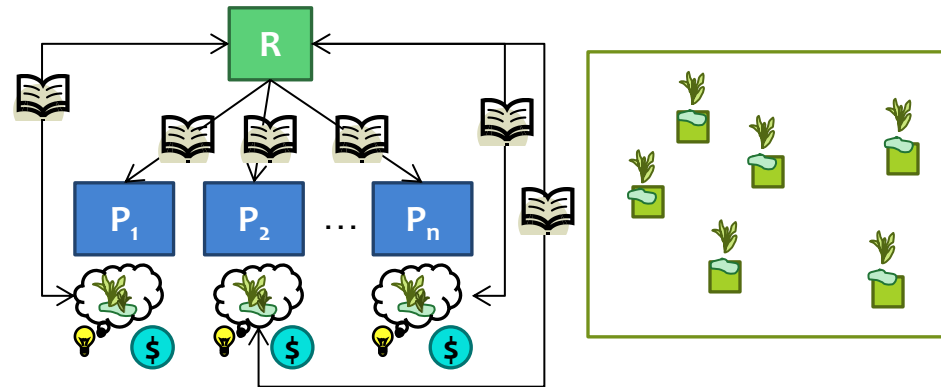
Réduire

Compenser

Mitigation Bank



Permittee Responsible Mitigation (PRM)



- * Dans le cas du Mitigation Banking, un développeur paye un professionnel de la compensation pour valider son dossier d'autorisation, la restauration est ex ante
- * Dans le cas du PRM, un développeur assure seul la réalisation de sa compensation pour valider son dossier d'autorisation, la restauration est ex post

Une boîte à outil structurée et répartie : points clés du MB

Standardisation des méthodes d'équivalence (MB/BE et Regulateurs), réflexion à l'échelle de BV, la MC gérée avec utilisations possibles encadrées.

- a) Pour les MB : qualité de la MC => s'occupent des « lift » écologiques, de l'évaluation des types et quantité de crédits SE/m²/an (prix), de la gestion à long terme (infini) avec ONG/Conservateur de la nature « objectifs »
- b) Pour les BE : montent les dossiers réglementaires et écologique des MB, et pour les Dev., calculent l'équivalence perte/gain assurent le suivi / gestion, contrôle (mais pas les mêmes)
- c) Pour les Regulateurs : contrôle les dossiers d'ouverture de MB (nombre et type de crédits), contrôle l'équivalence perte/gain, contrôle les inspections et le suivi, + validation viabilité financière infini



Discussion sur cette approche “possible” ?

- * Le MB se **substitue au développeur** avec un coût / risque écologique mais création d'un secteur rémunérateur (filière)
- * Vers un système présentant un ratio **efficacité / qualité écologique** > (même si reste encore à prouver...)
- * Le régulateur a **déplacé l'expertise** sur des professionnels, en organisant **un cadre d'échange et des méthodes** => augmentant la qualité des MC
- * Le respect du NNL entraîne une augmentation du « ticket » d'entrée de l'aménagement = Compensation en équivalence nécessite 1 forte exigence tech.



sylvain.pioch@univ-montp3.fr
celine.jacob@cefe.cnrs.fr

Sylvain Pioch, Céline Jacob
CEFE (CNRS – UM3)